

"Le salut est entre nos mains" dans Action (10 décembre 1947)

Légende: Le 10 décembre 1947, le journal français L'Action réfute violemment l'argument selon lequel l'économie française aurait besoin du plan Marshall pour se relever.

Source: Action. 10.12.1947. [s.l.]. "Marshall est-il notre sauveur? Non! Le salut est entre nos mains", auteur:Claude, Henri.

Copyright: (c) Action

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_salut_est_entre_nos_mains_dans_action_10_decembre_1947-fr-c537ea5f-6606-4338-bc1d-c105b974ee08.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Marshall est-il notre sauveur ?

NON !

Le salut est entre nos mains

Nous voici maintenant au terme de notre enquête. Après avoir cherché le sens et la portée de la « suggestion » faite par le général Marshall, le 5 juin 1947, et étudié l'aide que l'économie française pourrait trouver en dehors des Etats-Unis nous sommes à même de conclure.

En ce qui concerne le programme d'aide à l'Europe nous avons montré qu'il s'agissait là en réalité d'une manœuvre du Département d'Etat pour assurer, dans la situation économique mondiale présente, l'asservissement de l'Europe occidentale au rôle de semi-colonie américaine et de l'entraîner finalement dans une guerre d'agression contre l'U. R. S. S. Si l'impérialisme a toujours besoin, comme au cours du siècle dernier, de se servir de peuples assujettis pour en asservir d'autres, l'impérialisme américain doit chercher ses mercenaires non plus dans des pays économiquement arriérés mais dans les pays capitalistes en voie de décadence, suivant en cela l'exemple donné par l'impérialisme allemand au cours de la deuxième guerre mondiale avec ses « légions européennes ».

Etant donné que le « plan Marshall », c'est toute la politique impérialiste des Etats-Unis de cet après-guerre, il en résulte qu'il sera le centre de l'activité politique mondiale et que c'est autour de lui que va graviter la politique intérieure de chaque pays européen. Le problème qui se pose actuellement est en effet de savoir si les peuples d'Europe vont se soumettre passivement aux plans de l'impérialisme américain ou s'y opposer résolument, provoquer l'effondrement de la puissance des monopoles américains, écarter la guerre et ouvrir à l'humanité des perspectives grandioses de progrès matériel et social. On sera pour ou contre le « plan Marshall » comme on a été pour ou contre Munich. Il n'y a pas de troisième position.

L'attitude des partisans de la « troisième force » à l'égard du plan le montre éloquemment. Qui ne s'engage pas résolument dans la lutte contre l'impérialisme américain fait aujourd'hui consciemment ou non son jeu et travaille consciemment ou non contre la paix ; car au bout du plan Marshall — on ne le répétera jamais assez — il y a la guerre.

Aussi, le principal travail des agents de l'impérialisme est-il de faire croire en Europe comme aux Etats-Unis, qu'il n'y a pas de « plan Marshall ». Marshall lui-même prétend qu'il n'a présenté au mois de juin qu'une simple « suggestion », se rend au congrès du C. I. O. pour entraîner les ouvriers américains derrière lui, et glisse, à la commission Harriman, un représentant de l'A. F. L. et un représentant du C. I. O. au milieu des représentants des trusts.

En Europe, la propagande du parti américain, et plus particulièrement la presse « socialiste », réduit le plan Marshall aux dimensions d'une aide matérielle, cache l'aspect politique des crédits et s'efforce de faire passer ceux qui s'opposent au plan de l'impérialisme pour des adversaires de toute aide, quelle qu'elle soit, venant des Etats-Unis. Ceux qui n'acceptent pas d'être les esclaves de Wall Street deviennent ainsi des maniaques de l'abstinence qui préfèrent serrer leur ceinture au dernier cran plutôt que d'accepter une seule marchandise américaine ! Et de railler la politique d'indépendance économique comme un « nationalisme » hors de saison, car l'indépendance économique comme le déclare sentencieusement la branche social-démocrate du parti américain est impossible à réaliser, parce qu'aucun pays ne peut se passer d'importations ! De cette vérité première ces messieurs déduisent, avec une hâte de malfaiteurs, qu'il faut accepter sans conditions l'aide qui nous est offerte par les Etats-Unis. Cette argumentation sophistiquée n'arrive pas à cacher cependant que leur « internationalisme » n'est pas autre chose que du « nationalisme américain » pas plus qu'elle ne peut dénaturer le caractère véritable de la lutte pour l'indépendance.

La lutte pour l'indépendance

Défendre l'indépendance nationale ce n'est pas, en effet, refuser toute importation mais rechercher au contraire toutes les possibilités d'importation ; c'est développer des échanges commerciaux avec le plus grand nombre de pays possible pour ne pas tomber sous la dépendance d'un seul ; c'est accepter toute aide, y compris l'aide américaine à condition qu'elle ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale. C'est

substituer à la dépendance unilatérale à laquelle conduirait le plan Marshall, une dépendance multilatérale ; c'est dépendre de tous pour ne dépendre de personne.

Cette politique prend exactement le contre-pied de la politique suivie depuis la Libération et qui a fait passer le pourcentage des importations en provenance des Etats-Unis, de 12,5 % en 1929, à 50 % pour les huit premiers mois de 1947, tendance que le plan Marshall a pour but de maintenir sinon d'aggraver.

La presse plus ouvertement capitaliste essaie de trouver des arguments un peu plus sérieux. Elle prétend qu'on est bien obligé d'avoir recours aux matières premières et aux machines américaines parce que les Etats-Unis sont le seul pays qui puisse nous en procurer actuellement.

Les études que nous avons faites sur les possibilités d'importations qui nous sont offertes par les pays démocratiques sont une réponse à cet argument. Nous avons vu tout ce qu'on pouvait obtenir du développement de nos échanges avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie et l'U. R. S. S. Nous aurions pu élargir cette enquête et montrer tout ce que nous pourrions également acheter dans les Dominions britanniques et en Amérique du Sud. N'est-il pas scandaleux par exemple, qu'on ait attendu si longtemps pour acheter du coton à l'Egypte alors que ce pays ne savait que faire de ses stocks ? Une politique d'indépendance permettrait d'utiliser toutes les contradictions intercapitalistes. Ne voit-on pas l'Australie arrêter l'importation d'automobiles américaines parce que les Etats-Unis ne lui achètent plus suffisamment de laine ?

En vérité c'est que l'on s'est jusqu'à présent refusé à concevoir une politique qui eût consisté à importer tout ce qu'il était possible d'importer en dehors des Etats-Unis avant de s'adresser à l'Amérique. C'était en effet le seul moyen de pouvoir parler d'égal à égal avec Washington et d'obliger ainsi les Américains — qui, ne l'oublions pas, sont menacés par la crise de surproduction — à nous offrir des marchandises que nous aurions pu nous procurer par des échanges normaux ou du moins par des crédits que nous ne serions pas obligés, comme les crédits Marshall, de payer un jour de notre sang.

Il s'agissait donc pour la France, après la Libération, de constituer un Etat capable de mobiliser toutes les ressources du pays, pour produire au maximum, qui se fût appuyé en politique extérieure sur les pays opposés à l'impérialisme, c'est-à-dire sur l'U. R. S. S. et les démocraties de l'Est européen, qui eût utilisé toutes les possibilités d'échanges que lui permettent la capacité de production des pays démocratiques et la sienne et qui après cela — et après cela seulement, parce qu'à ce moment-là il aurait pu parler d'égal à égal — aurait discuté les possibilités d'une aide américaine sur une base démocratique et non plus impérialiste.

Le choix nécessaire

Le choix que nous avons à faire n'était donc pas géographique, comme le prétend le parti américain. Aujourd'hui, pas plus qu'hier, nous n'avons à choisir entre l'Ouest et l'Est. C'est entre la dépendance à l'égard du capital financier et l'indépendance nationale, entre l'impérialisme et la démocratie, c'est-à-dire finalement, comme nous l'avons suffisamment démontré, entre la guerre et la paix que notre choix se situe.

La politique que ce choix implique, pose évidemment un problème gouvernemental. Elle ne peut en effet être menée que par un gouvernement issu des masses et qui en exprime par des actes les besoins et les aspirations. Or, l'existence de ce gouvernement est incompatible avec l'existence du capitalisme des monopoles. Seule une démocratie de type populaire débarrassée du joug du capital financier national ou international peut en effet rétablir en France la souveraineté de la nation et sauvegarder la paix. Et c'est bien ce que sentent profondément les millions de travailleurs qui se battent en ce moment pour améliorer leurs conditions d'existence et qui, d'instinct, se refusent à confondre avec le sort d'un régime économique et social qui se meurt, le destin d'une humanité qui veut vivre.

Henri Claude